Première Année, N° 9 — 15 Août au 15 Octobre 1926

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

REVUE MENSUELLE DU MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE :

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LE SOCIALISME INTERNATIONAL

		PAGES
Jean LONGUET	L'Internationale Socialiste et les délégations à Genève	5
Fritz ADLER	La S. D. N. et l'Internationale Socialiste	14
Morris HILLQUIT	La politique étrangère des Etats-Unis et la S. D. N.	30

		PAGES
La Rédaction	BRACKE	40
A. STURMTHAL	Les résultats du monopole des blés en Suisse	41
F. ENGELS et V. ADLER	Lettres *(fin)*	49
G. PLEKHANOFF	La conception matérialiste de l'histoire *(fin)*	72
J. LAGROSILIERE	Le Parti Socialiste et la question coloniale *(fin)*	80
	Les Idées et les Faits dans l'Internationale	
Robert GRIMM	Le Parti Socialiste Suisse et l'Internationale	94
Victor ALTER	Qui gouverne en Pologne ?	105
	Lettres, Histoire et Socialisme	
Virgilio BROCCHI	Selon mon cœur, *roman* (PREMIÈRE PARTIE)	109
Lucien HERR	A Maurice BARRÈS	148
Victor MÉRIC	Souvenirs d'un militant *(suite)*	154
	Nos Morts	
	A. SOBOL ; Paul FRANCK ;	161
	Droit Ouvrier	
Jean-Michel LÉVY	La jurisprudence sur le marchandage	164

CHRONIQUES

LE MOIS LITTÉRAIRE : *Cochinchine*, par Léon Werth (Maurice Delépine), p. 172 ; *Les Livres* (Général Percin, G. Lefranc, S. Broussandier, Ch. Le Cœur, Berthe Fouchère, M. Deixonne, B...), p. 176. — LE MOIS DRAMATIQUE (G. Reuillard), p. 188.

REVUE DES REVUES. — REVUES FRANÇAISES (Jean Longuet), p. 194. — REVUES ALLEMANDES (Berthe Fouchère), p. 196. — REVUES JUIVES (L. Blumenfeld), p. 202.

Le Numéro (double) - 208 pages - 6 Fr.

PARIS — 41, Rue Saint-André-des-Arts (6e)

L'Internationale Socialiste et les délégations à Genève

L'attitude du socialisme international à l'égard de la Société des Nations ne saurait être évidemment envisagée sous une forme *statique*. C'est au contraire un problème essentiellement *dynamique*, dont les aspects se sont complètement modifiés au fur et à mesure du déroulement des événements eux-mêmes.

C'est ce que notre camarade F. Adler, secrétaire de l'Internationale, a marqué avec force dans le remarquable rapport qu'il a présenté à la dernière réunion du Comité exécutif de l'Internationale et dont on trouvera plus loin le texte *in extenso*.

Pendant la guerre déjà l'attitude des socialistes à l'égard de cette conception a varié sensiblement dans les différents pays. Tandis qu'en Angleterre nos camarades ardemment pacifistes et internationalistes de l'I. L. P. s'en montraient des partisans enthousiastes et que Brailsford s'en faisait le théoricien dès 1917, chez nous, en France, c'étaient au contraire nos camarades « majoritaires» et en particulier P. Renaudel, Albert Thomas, Edgard Milhaud qui s'en servaient le plus couramment comme d'une alternative (ou d'une diversion) à la politique d'action prolétarienne internationaliste des « minoritaires », dont Stockholm fut à partir d'avril 1918 la formule symbolique.

Adler nous rappelle quelle était à la même époque le sentiment des socialistes allemands et autrichiens. Minoritaires aussi bien que majoritaires, ils ne paraissaient pas « y croire », pour reprendre la formule de Clemenceau, et Adler remarque qu'ils n'y faisaient même pas allusion dans leur Memorandum de Stockholm.

Après la guerre, sans s'illusionner beaucoup sur les possibilités de réalisation immédiate d'une véritable Société des Nations, le sentiment grandissait dans diverses sections de l'Internationale — et plus particulièrement chez les vaincus — qu'il fallait tout au moins se servir de l'idéologie wilsonienne contre l'impérialisme des Clemenceau et de Lloyd Georg.e Cet état d'esprit, à vrai dire, existait surtout chez les dirigeants des partis socialistes, plus que dans le

« rank and file », dans les masses populaires de l'Europe centrale, de France et d'Italie où alors dominait un brûlant mysticisme révolutionnaire, que le Bolchevisme avait développé et qu'il devait exploiter savamment dans ces différents pays.

Le prolétariat ne conquit point de haute lutte le pouvoir politique et les traités de paix impérialistes établirent non une véritable Société des Nations, mais une sorte de Ligue des Etats vainqueurs de leurs feudataires et des neutres, ces derniers visiblement placés dans une position d'infériorité par rapport aux premiers, ligue en dehors de laquelle les Etats-Unis décidaient de se tenir, tandis que la question de l'adhésion de la Russie, entourée du « cordon sanitaire » des Alliés, ne se posait même pas.

Les vaincus : l'Allemagne, l'Autriche (du moins ce qu'il en restait, sous ce nom), la Hongrie, la Bulgarie, la Turquie étaient jugées *a priori* indignes d'entrer dans le « Sanhedrin » des peuples élus. Le Mexique demeurait également en dehors du conclave genevois, mais par sa propre détermination.

Les conditions dans lesquelles avaient été constitué le nouvel organisme international, assemblée de représentants des gouvernements, où, même dans les pays vainqueurs, seule la classe capitaliste dominante pouvait faire entendre sa voix ; son abstention impuissante en face d'attentats de la violence, tels que l'occupation de la Rhur par la France de Poincaré ou le bombardement de Corfou par l'Italie de Mussolini, ne faisaient que renforcer le septicisme et l'hostilité de la quasi-unanimité du Socialisme international à l'égard de la Société des Nations.

Beaucoup en arrivait à la condamner radicalement, comme une chose foncièrement mauvaise en soi et qui n'était pas susceptible d'amendement. C'était alors le point de vue violemment affiché par le Bolchevisme et plus ou moins accepté par la plupart des militants socialistes européens, à la seule exception de quelques travaillistes anglais, des socialistes belges et des éléments de la droite du Parti socialiste en France. En 1922-1923, lorsque, au cours d'une tournée de propagande, je parcourus les Etats-Unis, je constatais que c'était un état d'esprit à peu près universel chez nos camarades américains.

On oubliait que la Société des nations n'était pas une *entité*, une chose en soi, mais une *résultante*, traduisant l'équilibre des forces politiques et sociales au sein des nations qui y étaient représenté. On oubliait que, par ailleurs, il suffisait que les anciens Etats « ennemis » y fussent admis pour que son caractère unilatéral et partial fut aussitôt complètement modifié. Et que cette admission fatalement s'imposerait un jour ou l'autre. Enfin on ne tenait pas compte de ses possibilités d'évolution.

Au lendemain de la guerre et de l'effondrement des monarchies centrales et orientales, des gouvernements prolétariens avaient bien été installés à Moscou, à Berlin, à Vienne, à Budapest, à Munich. Mais ni l'Allemagne, ni l'Autriche, ni la Hongrie, ni la Bavière, ni la Russie n'étaient représentées à Genève. Là au contraire trônaient les membres de cabinets bourgeois et conservateurs, qui au surplus, pour les grands Etats tout au moins, représentaient en même temps les appétits impérialistes les plus cyniques.

Mais dans les Etats à base démocratique, le jeu des majorités parlementaires est changeant. Déjà une première brèche avait été opérée dans le « front unique » du Capitalisme, lorsque Branting était arrivé en 1923 à Genève, comme représentant d'un pays où les socialistes n'avaient pas encore la majorité absolue au Parlement, mais où leur influence était déjà considérable et où ils occupaient le pouvoir central.

L'année suivante se produisit un brusque changement de décor. Les élections de décembre 1923 avaient fait du Labour Party le plus important des « partis de gauche » — pour employer notre terminologie française — au sein du Parlement britannique. Quoique n'ayant pas à lui tout seul une majorité, il prenait le pouvoir en janvier 1924 et devait y demeurer neuf mois. Six mois après, le Bloc National s'effondrait en France et le ministère Herriot, alors fortement influencé par le Groupe socialiste au Parlement, proclamait sa volonté de prendre le contre-pied de la politique nationaliste hargneuse de Poincaré. A Genève, il apportait au « Protocole » de Mac Donald son entier appui. A ses côtés siégeait dans la délégation française, un élu socialiste, Paul-Boncour, dont son Parti avait ratifié la désignation. De Suède, du Danemark, de Belgique, des socialistes étaient venus également.

Le caractère intrinsèque de la Société des Nations, ses éléments composants, comme aussi bien ses grandes directives politiques, étaient modifiés. La possibilité pour le Socialisme d'y pénétrer d'abord, d'y opérer ensuite une œuvre féconde d'organisation de la paix du monde, apparaissait aux yeux de beaucoup qui jusque-là n'y avaient pas cru. La transformation radicale de la Société des Nations, afin que suivant le programme posé sous une forme si substantielle par l'Internationale, elle fût « universalisée » et « démocratisée », était dans l'ordre des objectifs que la force politique du Socialisme et de la classe ouvrière organisée pouvaient se proposer d'atteindre d'une manière immédiate.

Locarno d'abord et depuis, au cours de la session qui vient de se terminer, l'admission définitive de l'Allemagne prononcée à l'unanimité, avec l'octroi d'un siège permanent au sein du Conseil,

ont fait progresser l'organisme genevois d'une manière incalculable dans la direction de cette « universalisation » que nous n'avons cessé de réclamer. Bien entendu le problème de l'entrée de la Russie et des Etats-Unis demeure. Il est difficile de ne pas admettre qu'il a, lui aussi, fait quelques progrès.

*
* *

Et cependant cette évolution incontestable — il suffit, pour en mesurer toute l'importance, d'évoquer l'atmosphère lourde, pénible des premières sessions de la Société des Nations, au lendemain de la paix de Versailles et de la comparer à celle qu'on respirait sur les bords du Léman, au cours de ce mois de septembre 1926 — ne règle pas le problème des conditions de la participation socialiste à l'organisme purement gouvernemental de Genève.

Pour les pays où le gouvernement est occupé par des socialistes, comme ce fut le cas en 1924 pour l'*Angleterre* et la *Suède*, comme c'est encore actuellement le cas pour le *Danemark*, aucune difficulté n'existe. Là où le Parti socialiste, au sein de gouvernements de coalition, assume une part importante des responsabilités du pouvoir, comme c'est le cas à l'heure présente en *Belgique*, des difficultés peuvent se présenter, du fait de l'influence qu'y peuvent exercer — en opposition avec nos principes — les autres partis, Mais il est bien évident que dans la mesure où les socialistes jugent qu'ils y peuvent continuer leur collaboration gouvernementale elle-même, il leur est loisible d'en accepter cette conséquence logique qu'est une délégation à la Société des Nations. Tel est, à l'heure actuelle, le cas de la *Belgique*.

Mais il est d'autres cas où la délégation se présente sous un aspect très différent. Ce sont des pays dont les gouvernements entièrement aux mains de partis bourgeois, comptent néanmoins un ou plusieurs socialistes parmi leurs représentants à Genève. A la dernière Assemblée de la Société des Nations c'est ce qui se produisit pour la *Suède* avec Unden, pour l'*Allemagne* avec Breitscheid. C'est, depuis 1924, le cas de la *France* avec Paul-Boncour.

Encore y a-t-il là une distinction à faire entre le cas de la France où la désignation d'un élu socialiste est entièrement laissée au libre choix des gouvernants et celui de l'Allemagne et de la Suède, pays où il est de tradition constante d'assurer mécaniquement à chacun des grands partis dans l'Etat, selon leur importance, une place donnée, soit hier dans le bureau dú Parlement, soit aujourd'hui à la Société des Nations.

Il est néanmoins bien évident que cette sorte de R. P. à la

Société des Nations ne va pas, pour les gouvernements de ces pays, jusqu'à admettre que les interventions oratoires et les votes du ou des délégués socialistes puissent aller à l'encontre de ceux de leurs co-délégués bourgeois. Et par conséquent des objections nombreuses peuvent y être opposées, alors même que cette délégation apparaît non comme une faveur, un acte de bon plaisir d'un gouvernement capitaliste, mais comme l'exercice d'un droit reconnu à chacun des grands partis politiques. Par ailleurs il faut aussi tenir un certain compte de l'influence, du prestige personnel du délégué socialiste, là-même où il ne tient sa délégation que du choix des gouvernants. Mais bien entendu, si grand que soit ce prestige et cette influence, personne ne saurait admettre qu'elle peut faire un contrepoids suffisant à l'action d'un gouvernement dont notre Parti combattrait énergiquement la politique étrangère, comme la politique intérieure.

*
* *

Le plus grave danger serait créé par la présence simultanée à Genève de socialistes, représentant chacun de leur côté beaucoup moins les conceptions européennes et pacifistes de leur Parti et de l'Internationale que les conceptions nationalistes et impérialistes de leurs gouvernements respectifs.

A tort ou à raison — à raison, croyons-nous, l'action de Paul-Boncour, quels qu'aient pu être sa bonne volonté et les services qu'il avait rendus, avait fait naître cette appréhension. Elle s'exprimait par la bouche autorisée de Otto Bauer dès le 11 mai dernier, à une réunion du Bureau de l'Internationale tenue à Amsterdam et où d'ailleurs Raoul Evrard avait suppléé les délégués titulaires de la Section française empêchés.

Le vigoureux et éloquent représentant de la pensée du marxisme révolutionnaire avait relevé la contradiction existant entre l'action de Paul-Boncour, interprète de la politique de prestige de nos gouvernants, réclamant à Genève, pour les grandes puissances, des sièges permanents, et les décisions de l'Internationale socialiste demandant que tous les sièges du Conseil fussent électifs. Depuis, Adler avait également souligné le caractère inquiétant des éloges décernés par Boncour lors de son voyage à Varsovie au militarisme polonais et les objections que soulevaient chez des internationalistes une de ses phrases où les soldats de Pilsudsky étaient représentés comme les « sentinelles avancés de la Civilisation » en face de la Russie des Soviets.

L'intervention d'Otto Bauer à Amsterdam ne nous était pas connue lorsque quelques jour après, au Congrès de Clermont-Fer-

rand, Zyromski, Jules Uhry et le signataire de ces lignes soulignaient quelques-unes des difficultés sérieuses que soulevaient les conditions dans lesquelles l'élu socialiste du Tarn était appelé à remplir son mandat à la S. D. N. L'examen du problème ne fut d'ailleurs pas poussé à fond au Congrès national.

Cependant le 18 juillet suivant, à la réunion de la « C. A. P. élargie » (le nouvel organisme créé à Clermont-Ferrand) un vif débat s'engageait, auquel Boncour participait.

Finalement, après avoir repoussé à une forte majorité une motion de Zyromski, comportant le retrait du mandat, la C. A. P. élargie votait, par 21 voix contre 8 et 4 abstentions, une résolution de Léon Blum, maintenant à Paul-Boncour sa délégation, tout en « se réservant d'examiner à tous moments si les conditions politiques particulières à la France et la position prise par le Parti vis-à-vis du gouvernement lui permettront de persévérer dans la résolution prise en juillet 1924 ». Elle demandait d'autre part à l'Internationale « que fussent déterminées les conditions générales dans lesquelles les membres du Parti peuvent accepter des délégations gouvernementales à la S. D. N. ».

Un amendement de Bracke était en outre voté par 20 voix, d'un caractère beaucoup plus rigoureux, puisqu'il précisait que lorsque la question se poserait à l'Exécutif de l'Internationale de se prononcer sur les avantages et les inconvénients de la délégation à Genève d'un socialiste, par un gouvernement bourgeois, les délégués de la section française avaient mandat de *voter contre*.

On voit que contrairement à ce que la presse bourgeoise s'est obstinée à répéter, le problème n'avait nullement été envisagé par la C. A. P. sous une forme personnelle, que le débat n'avait jamais été empreint de malveillance à l'égard de Paul-Boncour — bien au contraire. C'était sous la forme la plus objective qu'on l'avait discuté.

Cela n'empêchait pas les camarades de la « droite » du Parti, qui signaient avec Renaudel la longue « lettre à la C. A. P. » — dont de nombreux extraits parurent dans la presse bourgeoise et qui fut publiée *in extenso* dans la *Vie Socialiste* du 14 août — de déclarer que l'on voulait « par anticipation empêcher l'exercice de sa délégation ». Au surplus ce document, dont nos adversaires de classe faisaient leurs délices, comportait une insinuation infiniment regrettable et injurieuses contre nos amis autrichiens Otto Bauer et Fritz Adler, dont on sait cependant quels sont les sacrifices inestimables rendus à la cause du socialisme et de l'Internationale. On y parlait en effet de « positions prises » qui « avaient pour résultat sinon pour but, *de voiler des desseins nationaux excessifs sous des principes habilement invoqués et en apparence très internationalistes* ». Ou ce

paragraphe amphigourique était privé de toute signification intelligible, ou il entendait reprendre les calomnies stupides de notre « grande presse » nationaliste expliquant, par je ne sais quelle arrière-pensée nationaliste allemande, la loyale énonciation de préoccupations d'un socialisme, dont nul n'a le droit de contester la pureté et le désintéressement.

*
* *

Heureusement que le débat qui se déroula à Zurich les 28 et 29 août dernier, à la réunion du Comité exécutif de l'Internationale ne fut à aucun degré animé d'un semblable esprit. Les principaux protagonistes des deux thèses en présence furent Louis de Brouckère, pour la participation, et Otto Bauer, contre ou tout au moins pour «la plus grande prudence » à son égard.

Le discours de de Brouckère était solidement charpenté, et notre camarade y avait réuni en un raccourci puissant ses arguments en faveur de la plus grande participation possible du socialisme à cette S. D. N., où, déjà depuis plusieurs années, il représente lui-même la Belgique. Il y inséra une critique virulente et quelque peu caricaturale du livre de Brailsford et des moyens qu'il avait préconisés pour démocratiser la « Ligue ». Il développa ensuite, de manière intéressante, cette idée que la S. D. N. pouvait devenir démocratique sous d'autres formes que celles du parlementarisme.

Il affirma que l'influence des socialistes était déjà grande à Genève, plus grande que les forces numériques que nous y possédons jusqu'ici. Il rendit un hommage éloquent à « l'habileté inégalable » de Paul-Boncour, « auquel nous devons les résultats obtenus en matière de désarmement, l'idée du contrôle des armements, dont les conséquences sont formidables ». Enfin il insista fortement sur l'argument des exemples de plus en plus nombreux et décisifs donnés par l'Allemagne déléguant Breitscheid, tandis que la Suède envoyait Unden et que Boncour représentait la France. Il admettait une « critique positive, constructive » de la S. D. N., mais s'élevait contre toute attitude de scepticisme à son égard.

Otto Bauer fut, comme à l'ordinaire, vigoureux et « direct », examinant tout le problème à la lumière de notre doctrine, dont il est à l'heure actuelle dans le monde un des plus remarquables et des plus sûrs interprètes. Tout de suite il souligna le danger contre lequel il nous fallait par-dessus tout nous prémunir : qu'on vît à Genève les socialistes de différents pays, en lutte, défendant des thèses opposées, les thèses nationales de chacun de leur gouvernement réciproque. Un semblable état de choses, s'il venait jamais à se pro-

duire, détruirait toute la confiance du prolétariat universel en la réalité de l'internationalisme socialiste.

Et notre éminent camarade évoquait les jours sinistres, durant la grande Tuerie, où, dans les deux camps, des socialistes s'étaient diminués jusqu'à n'être plus que les agents de leurs gouvernants. A aucun prix il ne faut que les relations existant entre les socialistes de tous les pays soient exploitées pour la défense d'intérêts purement nationaux.

Ce danger, notre camarade autrichien déclara ne l'avoir pas encore soupçonné aussi grand jusqu'au jour où il avait lu l'étonnante déclaration de Paul-Boncour à un journaliste bourgeois, qu'il était « avant tout gouverné dans son action par l'intérêt de son pays, *qu'il fait passer avant celui de l'Internationale* ». Cela c'est la thèse même du nationalisme !

Et c'est ainsi qu'une tendance existe chez différents gouvernements de choisir des socialistes, dont ils pourraient se servir. En Autriche il n'est pas douteux, que s'ils se montraient disposés à accepter une telle délégation, le chancelier Ramek serait trop heureux de donner un mandat à un représentant du Parti Social-Démocrate.

Notre ami Bracke avait, de son côté, attiré l'attention de tous les militants sur le péril qu'il y aurait à créer cette illusion, que la seule politique internationale de la classe ouvrière se faisait par la S. D. N. et que, d'autre part, l'Internationale fût rendue responsable de tout ce que faisait la S. D. N. Il précisa enfin que la section française n'avait jamais entendu soumettre à l'Exécutif une « question Paul-Boncour », mais lui demander de « marquer à quel moment et dans quelle condition un mandat à Genève pouvait être accepté ». C'était préciser fort exactement le problème soumis aux délibérations de l'Exécutif.

Celui-ci y donna une réponse ferme et substantielle dans la résolution rédigée en commun par Otto Bauer et de Brouckère, et qui constitue une synthèse des deux points de vue en présence.

L'Exécutif

Laissant au prochain Congrès de l'I. O. S. le soin de définir de façon plus complète les principes de son action à l'égard de la S. D. N. et la manière dont elle conçoit la démocratisation de celle-ci,

Rappelle ses résolutions antérieures relatives à la S. D. N. et déclare :

L'Exécutif reconnaît les services que des socialistes représentant les divers pays peuvent rendre à Genève en travaillant ensemble au rapprochement entre les nations et en pratiquant une politique de solidarité et de paix, conforme aux principes de l'Internationale.

Afin de rendre leur action aussi fructueuse que possible pour la cause de la paix du monde et du Socialisme International, il importe :

1° *Qu'il appartienne aux partis nationaux de décider dans quelles*

conditions ils autorisent un de leurs membres à accepter ou à conserver un mandat à l'Assemblée ou au Conseil de la S. D. N. et d'examiner en tout temps si les circonstances et les directives données par le gouvernement permettent l'exécution du mandat dans des conditions compatibles avec les principes du socialisme international, les intérêts généraux du mouvement ouvrier et les résolutions de l'I. O. S. ;

2° Qu'un contact étroit et régulier soit maintenu entre le membre ainsi délégué et le parti auquel il appartient ;

3° *Que l'I. O. S. examine régulièrement les problèmes qui se posent devant la S. D. N. et détermine son attitude à leur égard de manière à fournir aux partis nationaux et aux délégués eux-mêmes les éléments d'appréciation nécessaires pour leur permettre de remplir les obligations énumérés sous les paragraphes 1° et 2°.*

L'Exécutif décide d'instituer une commission chargée d'étudier les problèmes de la démocratisation de la S. D. N. et de faire rapport au prochain Congrès.

Que le vote d'une semblable résolution ait été interprété comme un échec pour la majorité française, comme un succès éclatant de ceux qui en arrivent à réduire toute l'action du socialisme international à celle de l'Assemblée de Genève, est d'autant plus absurde, plus faux que, en fait, la résolution votée à Zurich est, dans son essence, identique à celle que Léon Blum avait proposée et fait voter le 18 juillet par la C. A. P. élargie.

Dans quelle mesure sera-t-il possible à Paul-Boncour de continuer à remplir à Genève un mandat du gouvernement présidé par M. Poincaré « dans des conditions compatibles avec les principes du socialisme international, les intérêts généraux du mouvement ouvrier et les résolutions de l'I. O. S. » ? Il y a là — après les dicours de St-Germain et de Bar-le-Duc — un examen de conscience que non seulement le Parti socialiste de France, mais notre camarade Paul-Boncour lui-même, auront à s'imposer.

Jean LONGUET.